

ID Flash

L'information directe aux adhérents

RESPECTEZ-NOUS !

Les personnels de direction ne réclament aucun privilège. Ils exigent les moyens d'exercer leurs missions, et le respect dû à celles et ceux qui font tenir les établissements scolaires !

Depuis des mois, IDFO alerte et dénonce la dégradation de nos conditions de travail : sous-effectifs, absences non remplacées, injonctions contradictoires et responsabilités toujours plus lourdes. Nous décidons, organisons, protégeons, gérons les crises. Trop souvent, nous faisons tenir les établissements au prix de notre santé et de notre vie personnelle.

Chaque jour, les personnels de direction font face aux crises, aux tensions, aux violences, aux difficultés sociales, aux défauts de remplacement et aux défaillances administratives. Ils prennent des décisions, assument des responsabilités et garantissent la continuité du service public.

Depuis trop longtemps, les personnels de direction sont transformés en variable d'ajustement d'un système à bout de souffle. Quand il manque des personnels, ils compensent. Quand les moyens sont insuffisants, ils bricolent. Quand les injonctions sont contradictoires, ils arbitrent. Quand une crise éclate, ils sont en première ligne.

Et lorsque tout devient impossible, c'est encore vers eux que l'on se tourne pour leur demander de rendre des comptes.

Cela suffit !

Notre engagement n'est pas un chèque en blanc donné à l'État employeur !

Le 23 septembre, les représentants académiques d'IDFO ont manifesté aux abords du ministère autour d'un mot d'ordre : « DONNEZ-NOUS LES MOYENS DE RÉALISER NOS MISSIONS ! » Nous avons demandé une audience au ministre pour porter nos revendications, notamment dans le cadre du budget 2027. À ce jour, nous attendons toujours d'être reçus.

Faudra-t-il que les établissements ne puissent plus fonctionner pour que nous soyons entendus ?

La responsabilité est désormais clairement établie : celle de l'employeur qui refuse de donner à ses cadres les moyens d'exercer leurs responsabilités.

Il ne pourra pas dire qu'il ne savait pas. Nous avons alerté. Nous avons écrit. Nous avons manifesté. Nous avons demandé à être reçus.

L'EXEMPLARITÉ NE PEUT PAS ÊTRE À SENS UNIQUE !

On exige des personnels de direction exemplarité, rigueur, loyauté et sens des responsabilités. Mais quelle exemplarité le gouvernement donne-t-il lui-même lorsqu'il laisse les cadres de l'école de la République affronter la pénurie, sans répondre à leurs alertes ?

L'exemplarité ne se décrète pas au sommet de l'État : elle commence par le respect de ses engagements et des personnels. Nous n'acceptons plus les leçons de responsabilité de ceux qui se défont des leurs !

NI BOUCS ÉMISSAIRES, NI FUSIBLES DE LA CRISE !

Alors que la crise lycéenne s'aggrave, le gouvernement multiplie annonces et injonctions. Une lettre du Premier ministre ne remplacera jamais une politique éducative ni les moyens indispensables à sa mise en œuvre. Nous n'avons pas besoin de leçons de gestion de crise : nous avons besoin de décisions !

L'État doit protéger les personnels qui le représentent sur le terrain, au lieu de leur faire porter la responsabilité de situations qu'ils ne maîtrisent pas. On ne peut pas demander à des personnels épuisés de continuer à faire semblant que tout fonctionne normalement.

IDFO exige que les autorités académiques reconnaissent immédiatement le fonctionnement en mode dégradé des établissements où les conditions d'exercice ne sont plus acceptables, avec suspension des activités non essentielles, à commencer par les évaluations d'établissement, les enquêtes et les sollicitations administratives superflues.

DES MOYENS, DES REMPLACEMENTS, DES ACTES !

- **La création de brigades de remplacement de personnels de direction titulaires, pour mettre fin aux intérim à répétition.**
- **Le remplacement sans délai des personnels administratifs absents et des créations de postes à la hauteur des besoins.**
- **Des moyens humains suffisants dans toutes les catégories : vie scolaire, personnels administratifs, médico-sociaux et de santé.**
- **Un budget 2027 qui réponde aux besoins réels des établissements, au lieu d'organiser la pénurie.**

Le remplacement ne concerne pas seulement les enseignants : le problème est systémique et touche l'ensemble des métiers indispensables au service public d'Éducation.

Quand un secrétariat est en sous-effectif, quand un CPE manque, quand un personnel de santé n'est pas remplacé, quand un poste de direction reste vacant, c'est l'ensemble de la chaîne éducative qui est fragilisé.

Et au bout de cette chaîne, ce sont toujours les personnels de direction qui absorbent le choc.

ÉVALUER LES RÉFORMES, PAS ACCABLER LES ÉTABLISSEMENTS !

IDFO exige une évaluation indépendante de la réforme du lycée et de Parcoursup, de leurs effets sur les élèves, les personnels et le fonctionnement des établissements. Depuis des années, les réformes se succèdent à un rythme qui ne laisse ni le temps de mesurer leurs effets ni celui d'en tirer les conséquences.

On ajoute des dispositifs aux dispositifs.

On multiplie les circulaires, les protocoles, les tableaux de bord, les enquêtes et les remontées.

Puis on s'étonne que les personnels n'aient plus le temps de faire leur travail.

Ce n'est plus du pilotage : c'est de l'empilement administratif.

IDFO refuse que les établissements deviennent les laboratoires permanents de politiques publiques jamais réellement évaluées.

LE GOUVERNEMENT DOIT CHOISIR : LA SORTIE DE CRISE OU LE POURRISSEMENT !

Plus la crise dure, plus les personnels de direction sont exposés, mis en danger, épuisés et découragés. Qui voudra demain exercer ces responsabilités si l'État continue de maltraiter ses cadres éducatifs de terrain ? Les choix d'aujourd'hui pèseront durablement sur l'attractivité du métier et sur le service public.

L'État est en train de compromettre lui-même l'attractivité de ces fonctions d'encadrement. Ce n'est pas une fatalité. C'est le résultat de choix politiques.

Et ces choix, le gouvernement devra les assumer.

ID-FO le dit clairement :

NOUS NE SERONS PLUS LA VARIABLE D'AJUSTEMENT DE LA PÉNURIE !

NOUS NE SERONS PLUS LES FUSIBLES DES CRISES QUE L'ÉTAT EST INCAPABLE DE TRAITER !

NOUS NE PORTERONS PLUS SEULS LA RESPONSABILITÉ DE DÉCISIONS PRISES SANS NOUS DONNER LES MOYENS DE LES METTRE EN ŒUVRE !

NOUS EXERÇONS DES RESPONSABILITÉS DE DIRECTION AU NOM DE L'ÉTAT.

NOUS ASSUMONS NOS RESPONSABILITÉS. À L'ÉTAT D'ASSUMER LES SIENNES.

NOUS EXIGEONS LES MOYENS D'EXERCER NOS MISSIONS.

NOUS EXIGEONS LE RESPECT DE NOTRE ENGAGEMENT PROFESSIONNEL.

IDFO EXIGE DES ACTES, MAINTENANT.

NOUS SOMMES DES CADRES DE L'ÉTAT. NOUS EXIGEONS D'ÊTRE RESPECTÉS COMME TELS !

LE RESPECT NE SE PROCLAME PAS : IL SE TRADUIT PAR DES ACTES, DES MOYENS ET DES DÉCISIONS.